



# COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE SEINE-SAINTE-DENIS

*Pour un Service Public du Sport en Seine-Saint-Denis*

**24 septembre 2020**

## **Fermeture des lieux sportifs clos en Seine-Saint-Denis**

### **On est au-delà de l'acceptable !**

Hier, le ministre de la Santé, Olivier Véran a annoncé de nouvelles mesures dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Pour le département de la Seine-Saint-Denis, parmi ces mesures, figure, manifestement, la fermeture des gymnases et des autres lieux sportifs clos. Cette disposition devrait être opérationnelle dès samedi.

Soyons clairs, c'est un coup très dur pour une large partie du mouvement sportif départemental qui s'annonce. Plusieurs représentants de clubs et de comité sportifs nous avertissent déjà que bon nombre d'adhérents commencent à demander le remboursement des cotisations. De plus, il est évident que, parmi ces adhérents, une part très significative risque de se détourner des clubs pour toute l'année. Concernant les compétitions, y compris professionnelles, la situation est tout simplement ubuesque car plusieurs championnats devaient commencer ce week-end. Il est incontestable qu'un précipice vient soudainement de s'ouvrir pour beaucoup d'associations, déjà durement affectées par le confinement et ses suites.

Nous ne nions pas qu'il est fondamental de rester très vigilants face à la COVID-19. Les pouvoirs publics locaux et le mouvement sportif se sont d'ailleurs mobilisés pour mettre en place des protocoles sanitaires stricts, faisant preuve d'une très grande rigueur. Tout a été fait pour s'adapter, dans les meilleures conditions, au prix d'investissements conséquents : en une conférence de presse, le ministre de la santé vient d'anéantir tous ces efforts.

Comment expliquer la fermeture des gymnases alors que les structures scolaires et universitaires restent ouvertes ? Notons que les jeunes qui ne croiseront pas d'autres personnes au gymnase iront garnir les rangs de salles de cours très souvent bondées où le virus circule tout autant, voire plus, que sur une poutre ou sous un panier de basket. L'incohérence saute immédiatement aux yeux et, encore une fois, le sport est traité comme un sujet accessoire.

Par le passé, le sport a été, notamment pour ce qui est des budgets d'Etat, une variable d'ajustement budgétaire. Nous refusons aujourd'hui d'être une variable d'ajustement sanitaire. Nous le refusons parce que c'est injuste et dangereux pour toutes et tous : à court et long terme le sport est un enjeu clé dans de nombreux domaines allant de la santé à la tranquillité publique en passant par le large spectre de la cohésion sociale. Le sport est, comme l'école ou le travail, essentiel. Aujourd'hui, même si les intentions de fond sont bonnes, on le met en grand péril. Nous ne l'accepterons jamais et demandons une rencontre rapide avec le préfet afin d'envisager, en concertation, des mesures alternatives.